

## **Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) en vue de l'exploitation d'un commerce alimentaire de vente à emporter aux abords du Parc des Cytises sur la commune de BENIFONTAINE**

### **● Réglementation encadrant le présent Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) :**

- « Article L2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) : la convention portant Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public (AOT) doit préalablement faire l'objet d'une procédure de sélection comportant des mesures de publicités ».
- L'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques : l'utilisation ou l'occupation d'une dépendance du domaine public en vue d'une exploitation économique est soumise à une obligation de publicité et de sélection impartiale et transparente.

● **Identification de la collectivité et coordonnées** : Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL) – 21 rue Marcel Sembat – BP 65 - 62302 LENS Cedex.

### **● Objet de la consultation :**

Le présent AMI vise à permettre à la CALL de sélectionner des opérateurs économiques sur son domaine public communautaire, sur des emplacements désignés et de manière à favoriser l'animation du Parc des Cytises, situé sur la commune de Bénifontaine.

En effet, la CALL souhaite compléter l'offre présente sur son site déjà composé d'une aire animalière, d'espaces boisés et engazonnés et d'une plaine de jeux pour enfants, en offrant la possibilité à des commerçants ambulants d'y exploiter un commerce alimentaire de vente à emporter de type street-food, salée / sucrée ....

L'objectif de la CALL consiste à désigner, à l'issue du présent AMI, le ou les commerçants ambulants qui pourront bénéficier d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

### **● Caractéristiques de l'autorisation d'occupation temporaire :**

1. Durée de l'autorisation : du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2028.

Bien que les emplacements soient situés en dehors du Parc des Cytises, un calendrier prévisionnel des jours et horaires d'ouverture du parc est joint au présent AMI. Ce calendrier est susceptible de faire l'objet de modifications, sans préavis.

2. Redevance : L'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exploitation d'une activité économique donne lieu au versement d'une redevance annuelle.

Il appartient aux candidats de formuler une proposition du montant de cette redevance qui sera supérieur ou égal à :

- 9 000 € HT par an pour un emplacement d'une superficie d'environ 100 m<sup>2</sup>,
- 6 000 € HT par an pour un emplacement d'une superficie d'environ 20 m<sup>2</sup>.

Montant de la redevance annuelle proposé par le candidat.....€ HT.

L'absence d'occupation effective du domaine public par le bénéficiaire n'ouvrira pas droit à réduction du montant de la redevance.

3. Type d'installation : Une installation 100 % mobile ou rétractable est obligatoire.

4. Emplacements mis à disposition :

Numéro d'emplacement	Emplacement	Superficie	Types de commerces autorisés
1 sur plan joint	Zone en terre battue	100 m <sup>2</sup>	Commerce alimentaire de vente à emporter (salée et / ou sucrée)
2 sur plan joint	Zone en terre battue	20 m <sup>2</sup>	Commerce alimentaire de vente à emporter (salée et / ou sucrée)
3 sur plan joint	Zone enherbée	20 m <sup>2</sup>	Commerce alimentaire de vente à emporter (salée et / ou sucrée)

La superficie de l'emplacement mis à disposition pourra être modifiée à la marge lors de la délivrance de l'autorisation par la CALL, en concertation avec l'occupant.

5. Aménagement de l'emplacement mis à disposition : Possibilité d'ajouter du petit mobilier, sans fondation, dans la limite de l'emprise allouée (mange-debout, parasol, carte, ...).

L'installation de mobilier permettant la restauration assise sur place (tables et chaises) n'est pas autorisée.

6. Conditions d'exploitation :

L'installation ne devra créer aucune gêne pour la circulation des piétons, des personnes à mobilité réduite ou malvoyantes et pour la circulation des services de secours.

Outre, l'obligation de se conformer au code de la voirie, le bénéficiaire devra veiller à n'entraîner aucune dégradation du domaine public communautaire sur lequel il est autorisé à s'installer.

En cas de mauvaises conditions climatiques, il est préconisé le retrait du véhicule / de l'installation par l'occupant.

Il n'est pas prévu d'approvisionnement en énergie et fluide par le propriétaire. Si nécessaire le bénéficiaire devra lui-même réaliser des démarches pour satisfaire ses besoins, souscrire les abonnements et régler ses consommations.

Toutes les installations électriques devront présenter des garanties de sécurité et de bon fonctionnement en vue d'éviter la survenance de tout incident. Ainsi, les supports électriques ne devront pas encombrer le sol et ne devront pas être implantés sur les voies de circulation routières ou piétonnes.

Un extincteur en parfait état de fonctionnement devra être présent au sein de l'installation. L'attestation de contrôle par un contrôleur agréé, en cours de validité sur la période d'exploitation, devra être fournie préalablement au démarrage de l'occupation.

7. Activités interdites : Toute vente d'alcool est prohibée.
8. Propreté : L'emplacement occupé et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté et devront être aménagés par l'occupant avec des poubelles en quantité suffisante, permettant le tri sélectif en vue du recyclage des déchets issus de son activité.
9. Assurance : Le commerçant est responsable de son matériel et de ses marchandises et doit être assuré pour ceux-ci, tout comme dans le cadre de son activité. La CALL ne pourra être tenue pour responsable en cas de vol, de détérioration et d'incident du fait de l'activité de l'occupant.
10. Respect de la réglementation en vigueur : L'occupant devra respecter la législation en vigueur relative à son activité et notamment le règlement CE n° 85/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires et l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant.

● **Organisation de l'AMI :**

Présentation du dossier : Le dossier de candidature devra impérativement contenir les pièces suivantes (format dématérialisé ou papier) :

- un courrier détaillant l'activité envisagée,
- un descriptif détaillant le matériel utilisé, descriptif du véhicule, visuel, dimensions, ...
- un justificatif du statut juridique : KBIS de moins de 3 mois,
- une copie de la pièce d'identité du gérant en cours de validité,
- une copie de la carte grise du véhicule utilisé pour l'exercice de l'activité, mention VASP-Magasin,
- un certificat d'assurance du véhicule professionnel,
- une copie de la carte de commerçant ou artisan ambulant permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante,
- l'attestation de formation HACCP (formation aux règles d'hygiène alimentaire),
- formations, expériences et références du candidat,
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle,
- le cas échéant, un certificat ou document relatif au groupe électrogène (volume, émissions polluantes),

- un descriptif des produits commercialisés et une plaquette tarifaire.

● **Analyse des candidatures et des offres :**

A réception des candidatures, les dossiers complets seront examinés sur la base des critères suivants :

- ✓ Montant de la redevance proposée d'occupation du domaine public représentant 20 % de la note finale :
  - le montant ne pourra être inférieur à 9 000 € HT / an pour un emplacement à partir d'une superficie d'environ 100 m<sup>2</sup>,
  - et ne pourra être inférieur à 6 000 € HT / an pour un emplacement d'une superficie d'environ 20 m<sup>2</sup>.
- ✓ La qualité et la diversité des produits proposés à la vente - représentant 20 % de la note finale.
- ✓ L'esthétique et l'intégration visuelle du véhicule dans l'environnement des abords du Parc des Cytises - représentant 20 % de la note finale.
- ✓ La démarche environnementale mise en place (réduction des déchets, recyclage, circuit court, contrôle des consommations énergétiques) - représentant 20 % de la note finale.
- ✓ L'expérience, le professionnalisme et les références fournies - représentant 20 % de la note finale.

Un candidat peut proposer une offre sur un ou plusieurs emplacements. Il est précisé que ces offres seront analysées de manière distincte et autonome.

La CALL souhaite privilégier une offre de produits diversifiés. En cas d'offres équivalentes, la CALL se réserve le droit de retenir un panel d'offres offrant une plus grande diversité de produits.

Toutefois, il est d'ores et déjà admis que les autorisations sont strictement personnelles et ne pourront en conséquence être cédées, sous louées, prêtées ou transmises par le bénéficiaire. A l'expiration de la convention, l'occupant ne bénéficie d'aucun droit acquis au renouvellement ni de maintien sur les lieux.

Il sera procédé à la signature d'une autorisation sous la forme d'une Convention d'Occupation Temporaire (COT) du domaine public, au profit du candidat retenu, précisant les modalités de cette occupation.

Cette autorisation pourra être retirée pour un motif d'intérêt général, pour cas de force majeure, ou révoquée, en cas d'inexécution d'une condition prévue dans le cadre de la convention, sans indemnité et sans préjudice, s'il y a lieu, des poursuites pour infraction de voirie.

- **Phase de négociation de l'AMI :**

La CALL se réserve la possibilité d'entamer une phase de négociation avec les candidats ayant déposés un dossier de candidature en vue de l'optimisation des projets proposés et des conditions d'occupation du domaine public communautaire.

- **Procédure :**

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt est ouvert du jeudi 6 novembre 2025 au vendredi 5 décembre 2025.

La date de limite de remise du dossier de candidature complet est le vendredi 5 décembre 2025.

Tout intérêt manifesté postérieurement à cette date ne sera pas pris en compte.

L'opérateur intéressé remettra sa candidature :

- Soit, sous enveloppe cachetée et libellée à l'adresse suivante :

Monsieur Président de la CALL  
Service SFP  
21 rue Marcel Sembat – B.P. 65  
62302 LENS CEDEX

L'enveloppe devra comporter la mention « *candidature pour l'installation et l'exploitation occasionnelle d'activités commerciales sur le domaine public communautaire – Ne pas ouvrir* »

- Soit par courriel : [CALL-SFP@agglo-lenslievin.fr](mailto:CALL-SFP@agglo-lenslievin.fr)
- Soit sur le site Achats Public.

- **Renseignements complémentaires :**

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez vous adresser au :

**Service Stratégie Foncière et Patrimoniale**  
Téléphone : 03.21.77.41.65  
Courriel : [CALL-SFP@agglo-lenslievin.fr](mailto:CALL-SFP@agglo-lenslievin.fr)